



<http://www.cgt.fr>
info@cgt.fr

Flambée des prix des carburants : répondre à l'urgence !



1,50 € le litre de 95 sans plomb, bientôt 1,50 € le gasoil de base !

Désormais, faire un plein nous met tous à sec !

Le pouvoir d'achat baisse, les salaires, les pensions de retraite, l'Assedic et les minima sociaux réduits à la portion congrue, nous imposent de rogner sur notre minimum vital ! Nous sommes tous pénalisés par les conséquences désastreuses de la hausse du coût des carburants. Condamnés à prendre notre véhicule quotidiennement faute de moyens de transport appropriés. Des pans entiers de l'industrie et leurs salariés sont touchés. Tous, nous payons une politique irresponsable et la spéculation faite sur notre vie quotidienne. Ainsi, une personne qui fait 50 km/jour avec un véhicule consommant 7 à 8 litres au 100 km dépense environ 240 € /mois.

La CGT porte six propositions immédiates pour faire face à l'urgence !

Dans le cadre prioritaire et plus large du problème du pouvoir d'achat des Français, la CGT exige la mise en œuvre, à court terme, des mesures suivantes :

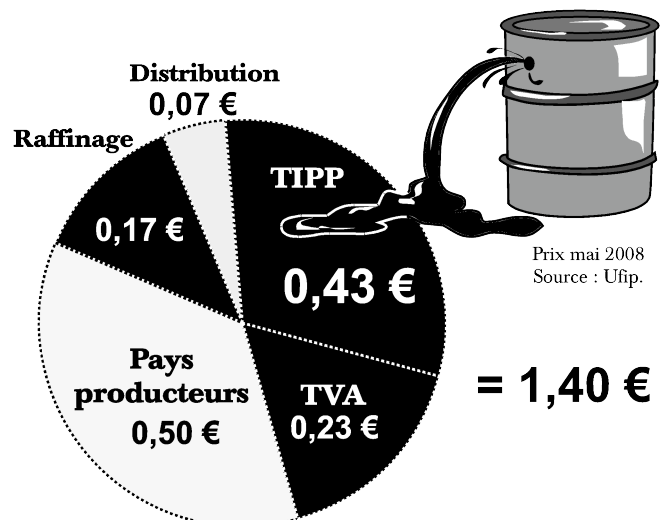
- 1) les **augmentations de salaires** doivent tenir compte de la hausse réelle du coût de la vie, donc de l'augmentation des prix du carburant et du gaz. L'État qui fixe les prix de l'électricité et du gaz doit être garant d'un juste équilibre tarifaire s'appuyant sur l'indépendance énergétique et les équipements Edf.
- 2) la **mise en place d'une aide immédiate et directe**, inscrite sur la feuille de paie, permettant la prise en compte de la réalité des frais de transports domicile/travail.
- 3) **révision de la fiscalité** sur les produits pétroliers en harmonisant la réduction de la Tva au niveau européen, en retirant de la base de calcul de la Tva, la TIPP (partie fixe du prélèvement).
- 4) **mise à contribution** de ceux qui profitent de la flambée des prix (compagnies pétrolières, financiers, spéculateurs...).
- 5) un **ajustement immédiat des indemnités** destinées aux salariés (secteur privé/public/état) utilisant professionnellement leur véhicule et remboursés forfaitairement au km parcouru.

- 6) **réouverture des négociations salariales** dans les entreprises, les groupes et les branches professionnelles.

Parallèlement, il faut trois initiatives politiques fortes :

- 1) la mobilisation des États membres pour mettre fin à la guerre en Irak,
- 2) la participation active de la France à la conférence internationale rassemblant les pays producteurs et consommateurs,
- 3) l'impulsion, par notre pays, des initiatives pour réguler les opérations portant sur les produits dérivés (alimentaires).

Décomposition du prix du gazole en France



Pourquoi cette flambée des prix ?

Le coût des matières premières est fixé en fonction de la capacité de l'offre et de l'évolution de la demande. S'agissant du pétrole, de nombreux facteurs influent sur le prix :

- ➡ gestion des ressources mondiales,
- ➡ manque d'investissements consacrés à l'exploration, le raffinage ou l'extraction de cette énergie non renouvelable (estimation des réserves = cinquante ans de consommation),
- ➡ comportements stratégiques des pays producteurs.

Tous ces facteurs entraînent, certes, une hausse des prix, mais sur le long terme, **cela n'explique en rien la flambée actuelle à la pompe !**

Si les pays émergents marqués pour leur développement économique rapide (10 % par an en Chine) génèrent une demande supplémentaire sur les matières premières et les produits alimentaires. Cependant, n'oublions pas que 2/3 des ressources énergétiques sont accaparées par seulement onze pays les plus industrialisés !

C'est tout « bénéf », mais pour qui ?

Depuis la fameuse crise financière aux Etats-Unis (dite des subprimes), les produits financiers liés aux contrats sur les matières premières et les produits alimentaires (produits dérivés) se multiplient car les capitaux financiers cherchent de nouveaux supports. La spirale spéculative s'emballe générant des hypers profits pour quelques-uns et la misère pour tous les autres.

C'est la ruée des **banques**, des **fonds d'investissement** et des **spéculateurs** de tout genre sur le cours des matières premières et des produits alimentaires (pétrole, uranium, blé, coton...).

Sur le pétrole, des produits financiers sont créés appelés « pétrole papier ». Ils engagent acheteur et client sur une quantité et un tarif pendant une période donnée. Libre à l'acheteur de revendre son « pétrole papier » avant terme, anticipant la hausse. C'est ainsi que s'échangerait désormais sur le marché plus de 36 fois le volume réel des échanges de barils.

Les **États** comme la France, via la fiscalité des produits pétroliers, ne sont pas en reste, et empochent des dividendes conséquents (60 % de taxes sur le litre d'essence).

Quant aux **multinationales**, elles continuent d'exploiter la main d'œuvre qui produit les richesses mais la laisse pour compte au mépris du respect de leurs droits fondamentaux.

Tous ces intervenants s'y retrouvent ! Compagnies pétrolières en tête, dont les profits déjà élevés, augmentent encore...

Le gouvernement gesticule...

Les trois mesures proposées par le gouvernement ne font pas le compte...

- ➡ **création d'un fonds pour atténuer les effets de la hausse des carburants sur certaines catégories d'usagers.** Nous savons, qu'alimenté par le surplus de fiscalité indirecte (donc par les contribuables), il sera, dans le meilleur des cas, doté de quelques centaines de millions d'euros qui sont déjà alloués au financement du plan de stabilisation des revenus des marins pêcheurs !
- ➡ **réduction de la Tva des carburants adressée à la commission de Bruxelles.** Cette mesure incontournable nécessite l'accord unanime des 27 états membres de l'Union européenne. Cette taxe, par nature injuste, s'impose à tous quelles que soient les capacités contributives de chacun. La présidence française doit donc être l'occasion de poser et de porter cette mesure,
- ➡ **aide directe** avancée par François Fillon : l'État se dédouane en reportant la responsabilité sur les partenaires sociaux. Cette mesure, au contour imprécis, renforcerait les inégalités au niveau des retraités et des privés d'emploi.

Il y a urgence à préparer demain... et passer aux actes

- ➡ Se donner les moyens financiers réels de conduire un programme national performant énergétique pour les logements, les transports... seul susceptible de faire la différence et d'abaisser la facture pour les générations à venir,
- ➡ accroître l'investissement pour améliorer les capacités de raffinage,
- ➡ mettre en œuvre une politique énergétique et industrielle commune, réaliser les investissements nécessaires et contenir la spéculation avec notamment l'objectif de conforter l'indépendance énergétique du continent,
- ➡ travailler sur les projets de coopération qui prennent en compte pays producteurs et consommateurs et la nécessité d'y promouvoir les droits sociaux.

Je porte les six propositions de la CGT

NOM :

Prénom :

Adresse :

.....

Courriel :

Signature :

À renvoyer à : La CGT - Coordination des activités confédérales - Activité Luites - Case 4-1 - 263 rue de Paris - 93516 Montreuil cedex

Face à la flambée des prix des carburants, il faut exiger des mesures immédiates pour augmenter les salaires et libérer le pouvoir d'achat.

www.cgt.fr

